

Par [Les Echos](#)

Publié le 22 févr. 2020 à 16h15 Mis à jour le 22 févr. 2020 à 16h21

L'arrêt du réacteur n° 1 de Fessenheim, « toute petite victoire » pour les opposants au nucléaire

Les associations opposées à l'énergie nucléaire ont estimé que l'arrêt du premier réacteur de la centrale de Fessenheim n'était « qu'une toute petite victoire » et sont désormais vent debout contre un projet de technocentre de recyclage de métaux radioactifs.



Les associations opposées au nucléaire comptent désormais lutter contre le projet d'un « technocentre » de recyclage de déchets métalliques radioactifs. (SEBASTIEN BOZON/AFP)

Un bilan en demi-teinte. Les associations opposées à l'énergie nucléaire ont estimé [que l'arrêt du premier réacteur de la centrale de Fessenheim](#) n'était « qu'une toute petite victoire » et sont désormais vent debout contre un projet de technocentre de recyclage de métaux radioactifs.

« C'est une toute petite victoire », a considéré lors d'une conférence de presse Lucien Jenny, du collectif Les Citoyens vigilants des environs de Fessenheim, montrant symboliquement des bouteilles de champagne qui attendront encore avant d'être débouchées.

« Les antinucléaires, que ce soit les Français, les Allemands, les Suisses, n'ont jamais lâché le morceau, c'est pour cela que, même si ce n'est que le début, on est content de voir le début de la fin de Fessenheim », a estimé pour sa part Rémi Verdet, président de l'association Stop Transports-Halte au Nucléaire.

De nouveaux combats

Avant un rassemblement prévu samedi après-midi dans le centre de Strasbourg, les associations antinucléaires françaises et allemandes ont déployé à côté de la gare de Colmar une banderole clamant « Vive l'Alsace... sans nucléaire ! ».

[Fermeture de Fessenheim : quelles conséquences sur l'emploi ?](#)

Porte-voix des opposants à la doyenne des centrales françaises, dont le deuxième réacteur doit être mis à l'arrêt fin juin, André Hatz, président de Stop Fessenheim, a affirmé que de toute façon « en aucun cas, cette centrale ne pouvait satisfaire aux critères post-Fukushima, et ne pouvait passer sa 4e visite décennale », l'associant plus à une « machine à cash » pour EDF et le territoire de Fessenheim.

Les associations opposées au nucléaire comptent désormais lutter contre le projet, confirmé vendredi par la ministre de la Transition écologique Elisabeth Borne, d'un « technocentre » de recyclage de déchets métalliques radioactifs.

« Nous nous battons résolument contre », a affirmé André Hatz, parlant « d'erreur pour la santé des habitants » et « d'erreur politique » pour le territoire.

« Fiction légale »

« Si on veut attirer des entreprises de pointe, le projet de technocentre, c'est se tirer une balle dans le pied. On fait sortir le nucléaire par la porte, on le fait rentrer par la fenêtre », s'est insurgé Daniel Reininger, président de la fédération Alsace Nature.

« C'est la première défaite en France du lobby du nucléaire mais il est encore très vaillant. [...] Penser que la bête est morte, ce serait se tromper », a-t-il voulu mettre en garde. Elisabeth Borne a indiqué vendredi à Colmar que l'ouverture du technocentre serait « rendue possible par l'adaptation du cadre réglementaire qui permettra de valoriser les déchets à très faible activité radioactive ».

[Avec la centrale de Fessenheim, la filière nucléaire française engage le défi du démantèlement](#)

Une annonce critiquée non seulement par les militants antinucléaires mais aussi par les opposants à la fermeture de la centrale. « La ministre a annoncé qu'elle allait créer une dérogation pour cette activité : elle va construire une filière industrielle de pointe sur une dérogation réglementaire ! », a ainsi déploré le député LR de la circonscription de Fessenheim, Raphaël Schellenberger.

« Aujourd'hui, on considère en France par une fiction légale qu'à partir du moment où un matériau a servi à l'exploitation nucléaire, c'est un déchet nucléaire », a-t-il pointé, estimant que cette question aurait dû être traitée dans le cadre du plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs.

Source AFP